

CONGRÈS CONSTITUTIF DE L'UDR Quand Benyounès se fait le rassembleur des républicains

Le secrétaire général de l'Union pour la démocratie et la République a tenu, ce vendredi, à l'occasion du congrès constitutif du parti, le second après celui d'il y a huit ans, un discours offensif qui ne laisse point de place à l'ambiguïté quant à l'action qu'il compte lui imprimer.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Manière pour Amara Benyounès de justifier au mieux le bien-fondé de la démarche de la mise sur pied d'une nouvelle entité politique qui ne devait surtout pas être de plus, encore moins de trop à un paysage politique qui, à ses yeux, manque de lisibilité, tiendra-t-il à préciser d'emblée.

C'est fort de cette conviction aux côtés d'une autre, celle de l'inefficacité d'un soutien inconditionnel au pouvoir ou le confinement dans une opposition systématique que l'ancien ministre de la Santé puis des Travaux publics sous la bannière du RCD dit tirer la ligne de conduite qu'il compte imprimer à son nouveau-né dont les positionnements, tiendra-t-il à souligner, seront dictés par ses principes et fondements et l'intérêt du pays avec comme objectif l'exercice du pouvoir à conquérir par les urnes.

Une démarche dont le succès est assujéti, dira-t-il, au rassemblement le plus large possible des forces patriotiques et républicaines.

Par là, Benyounès ne tient-il pas à se démarquer de ceux, qui, dira-t-il, font des constats enjolivés mais faux et de ceux qui tracent constamment un tableau noir, sans nuance et sans le moindre souci de vérité.

Comment ? Par l'adoption, précisera-t-il, d'un discours de vérité qui tienne compte de l'expérience douloureuse de ces 20 dernières années marquées par la manipulation de la religion à des fins de pouvoir avec le drame qui en a découlé.

C'est fort de ce constat que l'UDR fait sien le credo : la démocratie est la solution.

C'est sur la base de ces convictions que Benyounès n'a pas raté, encore une fois, l'occasion de dénoncer l'action gouvernementale en matière économique, affir-



Photo : Samir Sid

Amara Benyounès.

mant que «l'on ne peut réussir une économie de marché avec des socialistes».

Il faut, dira-t-il, «un courage politique avec une vision économique claire quant à l'option à imprimer à notre économie».

Pour Benyounès, «l'économie de marché suppose un secteur privé fort et non l'inverse avec un pavillon public hégémonique qui gère, ironisera-t-il, jusqu'aux stations-services et autres hôtels».

Et à l'orateur de mettre le doigt sur les dangers du phénomène du trabendo qui, en sus de ses graves répercussions économiques avec cette effrayante évasion fiscale et parafiscale, présente un danger beaucoup plus pernicieux d'ordre politique.

Pour Benyounès, la quasi-majorité des tenants de ce marché «se recrute dans le milieu intégriste islamiste» qui, avertira-t-il, «si des mesures ne sont pas prises en urgence, aura demain à faire usage des sommes colossales qu'ils auront amassées pour des objectifs purement politiques».

Ceci au moment où des patriotes et des gardes communaux, sont, dira-t-il, «interdits de manifestations et perçoivent de minables mensualités».

Et au promoteur de l'UDR de ne rien renier de ses engagements précédents en réaffirmant son appui à l'interruption du processus électoral de 1991, dénonçant au passage le retour épisodique du fameux «qui-tue-qui?».

Il interpellera, fort à propos, le président de la République sur l'atteinte portée tout récemment à l'un des symboles de la République, l'hymne national, par des islamistes dont certains notoirement et tristement connus pour leur responsabilité avérée dans la tragédie qu'a connue le

pays. L'occasion pour Benyounès de souligner l'importance du scrutin législatif du printemps prochain, mettant le doigt sur le danger d'une forte abstention qui, selon lui, «ne profitera qu'aux islamistes qui auront, ainsi, obtenu en 2012 ce qu'ils n'ont pu avoir en 1999 et au summum de leur apogée».

Et pour limiter de la hantise de la fraude, même s'il dit prendre acte des dernières mesures prises par le président de la République, Benyounès a réitéré son plaidoyer pour «une coordination transpartisane à même d'optimiser, à ses yeux, le processus de surveillance dont rares sont les partis capables d'assurer en solo».

L'UDR se mue en Mouvement populaire algérien

A la fin de son allocution tenue devant près de 1 300 congressistes venus des 48 wilayas du pays et même de l'émigration et un panel d'invités dont Abderrahmane Belayat, Mohamed Saïd, Azedine Mihoubi, Abdelaziz Rahabi, Saïd Hilmi, Ahmed Rachedi, Saïda Benhabiles et autres, Amara Benyounès a proposé le changement de la dénomination du parti qui, désormais, s'appellera le Mouvement populaire algérien.

Pour Malik Lachi, membre du secrétariat sortant du parti, cette appellation est loin d'être fortuite puisque, dira-t-il, elle est mûrement réfléchie.

Elle a une double motivation, celle de tourner définitivement la page des 8 ans de démêlés avec l'administration qui a, selon lui, injustement refusé l'agrément, et celle de doter le parti d'un nom qui «traduise au mieux notre conception de l'action politique».

«Mouvement parce que nous nous inscrivons dans une démarche dynamique et rassembleuse, populaire parce que nous considérons qu'aucun projet ne peut susciter l'adhésion et aboutir sans réel ancrage populaire et ceux qui le portent, algérien parce que nous situons l'Algérie et ses intérêts au-dessus de tout et que notre action se fera au bénéfice de tous les Algériens et avec leur participation», expliquera, enfin, Malik Lachi.

M. K.

CONSEIL NATIONAL Le RCD formalise sa décision de boycott

Cheminement logique. Le conseil national du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), réuni hier à Alger, en session ordinaire, a tranché pour la non-participation du parti au scrutin législatif du 10 mai prochain. La résolution a été prise à l'unanimité des membres du conseil national moins deux voix.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le RCD, qui ne faisait pas mystère de son appréhension quant à la transparence des élections législatives, a tranché donc résolument pour une non-participation. Non sans raisons objectives, au demeurant.

Le pouvoir, duquel le parti a exigé un minimum de garanties, est resté sourd notamment aux doléances que sont l'observation internationale massive et de qualité et le nettoyage du fichier électoral par une commission composée de personnalité nationales indépendantes et intègres.

De plus, le parti s'est déclaré intimement convaincu que les jeux sont déjà faits et que les quotas ont été négociés et attribués. Ce que Saïd Sadi, le président du parti, n'a pas manqué de souligner dans sa déclaration d'ouverture des travaux du conseil national.

«Les participants au vote du 10 mai ont tous négocié leur quota», a-t-il affirmé. «Ils nous est réservé 4 sièges», devait, en sus, confier Saïd Sadi aux membres du conseil national.

Outre cette politique des quotas que le parti n'a de cesse de dénoncer, Saïd Sadi a considéré que la participation aux législatives prochaines équivaut «à renier ses engagements et se rendre complice d'un désastre que nous avons toujours combattu». Le président du RCD, qui n'est jamais à court de formules appropriées, dira aussi que le scrutin législatif pro-



Photo : Samir Sid

Saïd Sadi.

chain procède du proxénétisme politique.

«La vulgarité avec laquelle a été menée l'action publique ces derniers mois ne laisse pas beaucoup de choix à celles et ceux qui ont un minimum de bon sens.

La prochaine Assemblée sera recrutée sur le mode du proxénétisme et aura une mission de prostitution politique», a-t-il souligné, ajoutant que «composée pour l'essentiel de petits délinquants pris la main dans le sac, cette assemblée aura pour fonction d'occuper le trottoir parlementaire en attendant que, derrière les rideaux, les maquereaux réorganisent leurs réseaux à travers une succession particulièrement laborieuse».

Plus explicitement, le RCD a la conviction faite que le mandat de l'Assemblée qui émanera du scrutin du 10 mai prochain sera de courte durée, qu'elle durera le temps que soit trouvé le consensus autour de la succession de Bouteflika. «C'est une assemblée qui n'ira pas à son terme», a soutenu Saïd Sadi.

Le chantage par l'islamisme est inopérant

S'il y a un reproche qu'on ne peut pas faire au RCD, c'est bien son affinité avec l'islamisme. Aussi on ne peut pas l'accuser de sympathie quelconque envers l'islamisme lorsqu'il dit qu'une victoire des islamistes à la régulière ne lui

pose pas particulièrement problème, pour peu qu'ils ne tentent pas d'imposer leur loi pour l'éternité.

Aussi récuse-t-il le chantage par l'islamisme, œuvre du DRS, a affirmé Saïd Sadi.

«A côté du brouillage stratégique, le DRS use d'un autre stratagème pour justifier le statu quo : la menace islamiste. Nous avons suffisamment débattu ici de la grossièreté de ce chantage pour ne pas nous étaler davantage là-dessus. Je me rappelle encore de ce que j'ai déclaré sur les ondes de la Chaîne III le soir même des élections législatives de 1991 : «s'il se confirme que ces résultats sont fidèles au vote des Algériens, il faudra le respecter.» mais dès que les menaces ont été proférées contre ceux et celles qui n'adhéraient pas aux thèses des gagnants,

il fallait se mobiliser contre l'abus. Aujourd'hui encore, il faut rester sur la même position. En tout état de cause, ce n'est pas aux services qui ont livré l'école, les mosquées et les médias à l'extrémisme qu'il revient de nous faire la leçon contre un péril qu'ils ont semé et qu'ils continuent de manipuler avec cynisme et irresponsabilité.»

Pour le RCD, le pouvoir s'accommodera bien de l'intégrisme et non de la démocratie. «L'islamisme est au pouvoir depuis longtemps», a soutenu Saïd Sadi qui a clamé en outre «nous sommes inintéressables dans le logiciel des services algériens». Le président du RCD a noté également une campagne qui vise à manipuler l'opinion, en tentant de faire accroire que «tous les partis se valent».

Une campagne qu'il a dénoncée en rétorquant que «non, tous les dirigeants n'ont pas le même parcours, ni les mêmes pratiques». Mais en dépit de tout, le parti de Saïd Sadi sait demeurer optimiste. Pour son président, la révolution adviendra en Algérie, plus tôt que certains l'imaginent.

S. A. I.

DÉLÉGATION DE LA MISSION D'OBSERVATEURS DE L'UA

Ou comment se dérober à un rendez-vous avec le RCD

La mission d'observateurs de l'Union africaine a tout prétexté pour ne pas rencontrer les responsables du RCD. Le film de cette dérobade qui ne dit pas son nom est déroulé par le parti dans un communiqué public.

«La mission d'observateurs de l'Union africaine s'est manifestée auprès du RCD le 15 février à 19 heures afin de demander un rendez-vous pour le lendemain à 11 heures avant de proposer d'avancer la rencontre à 9 heures et demie. Après avoir contacté les membres de la direction du parti, le chef de cabinet du RCD a donné l'accord du Rassemblement en insistant auprès du chef de la délégation pour préciser que l'adresse du siège national était à El Biar, et

que, dans la mesure du possible, il fallait éviter de déplacer à nouveau la rencontre car la direction du parti était occupée par la réunion du secrétariat national qui devait préparer le conseil national du lendemain», rapporte le parti. On l'aura compris à l'horaire convenue, point de délégation de l'UA.

Ce n'est qu'une demi-heure après, soit vers 10 heures, que le responsable de la mission informe, au téléphone, le RCD que les chauffeurs et l'escorte ont orienté la mission vers

Didouche-Mourad, siège régional du parti. «Les représentants de l'UA promettent de s'expliquer avec les motards chargés de les escorter pour les diriger aussitôt vers El Biar. Le RCD accepte de décaler une autre fois la réunion. Une demi-heure plus tard, le chef de la délégation recontacte le RCD pour informer que, prise dans les embouteillages, son équipe ne pourra finalement pas arriver à El Biar et qu'elle préfère se rendre directement au Conseil constitutionnel où était prévu un autre rendez-vous», souligne encore le RCD.

Vers 11h30, la mission de l'UA sollicite un autre rendez-vous pour l'après-midi. Là, la direction déclinera cette offre.

S. A. I.